



<http://dunod.link/tmupjez>

Perspectives 2026

Faut-il parler de révisionnisme ?

À la fin de l'année 2024, Gideon Rachman, éditorialiste en chef du *Financial Times* pour les affaires étrangères, notait :

« De manières différentes, les États-Unis, la Russie ou la Chine sont devenues des puissances révisionnistes cherchant à modifier radicalement le *statu quo*. Mais ce sont les idées de Trump qui pourraient avoir les conséquences les plus marquantes. »

On relèvera que ce journaliste britannique respecté parle justement de *statu quo* et non d'*ordre international*. La plupart des commentateurs ayant pignon sur rue dans notre domaine prennent ces deux locutions l'une pour l'autre. Or, leurs connotations sont différentes. *Statu quo* vient du latin *status quo ante*, qui signifie état antérieur des choses, indépendamment de tout jugement de valeur ; alors qu'un *ordre international* (sous-entendu stable) implique un jugement, positif pour les uns et négatif pour les autres, parce qu'il est sous-tendu par des rapports de force. Ma première objection à Gideon Rachman est qu'il parle de révisionnisme, comme si avant Trump ou avant la guerre d'Ukraine avait existé un état de choses assez stable, caractérisable, et qu'on aurait bien fait de préserver. En cela, il rejoint les tenants d'un ordre international légitime qui existerait toujours, et dont l'hypothétique « communauté internationale » aurait l'obligation de sauver la structure.

On ne répétera jamais assez que l'ordre international relatif de la fin de la guerre froide reposait sur trois piliers : la supériorité militaire des États-Unis et le protectorat américain à l'Ouest ; la dissuasion nucléaire et les règles du jeu dérivées des innovations diplomatiques de l'ère de la détente (*arms control*, mesures de confiance, etc.) entre États-Unis et Union soviétique, avec pour conséquence le détournement de la compétition Est-Ouest vers le Tiers-monde ; l'absence de

nouveaux acteurs susceptibles de modifier significativement la hiérarchie des puissances. En arrière-plan, les Nations unies continuaient à jouer, dans une certaine mesure, un rôle modeste de référentiel commun, mais toujours utilisé en fonction des intérêts et capacités de chacun de ses membres. Le bilan de l'Organisation des Nations unies (ONU) paraît à ce jour meilleur que celui de la Société des Nations parce que la confrontation Est-Ouest n'a pas débouché sur une Troisième Guerre mondiale. La paix par le droit reste certes toujours une utopie, mais cette confrontation s'est terminée de manière inattendue : comme pour tout équilibre, l'effondrement soudain d'un des piliers qui la fondaient (l'Union soviétique) a plongé le système international dans l'inconnu.

C'est en 1991 et non en 2022 ou début 2025 que le *status quo ante* s'est dissous. Assez doucement dans un premier temps. À la faveur de la décomposition de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), le bloc occidental – cimenté par ce que ses adeptes américains nommaient les « institutions euro-atlantiques », c'est-à-dire l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et la Communauté puis l'Union européenne (UE) – a succombé à la tentation idéologique de la « fin de l'Histoire » dans sa version libérale, en essayant d'établir rapidement un ordre

La paix par le droit
reste certes toujours
une utopie

à son image et cette fois véritablement international. Dans l'esprit des néo-fédéralistes européens avant la lettre, plus tard inspirés par le vocable flou de « fédération d'États-nations » (Jacques Delors), ce nouvel ordre, comme l'ordre européen au sens large lui-même, devait être fondé sur le principe du *multilatéralisme*, où le Luxembourg avait idéalement le même poids que la Chine. Un tel multilatéralisme était conçu, au moins formellement, comme incompatible avec toute idée de directoire (comme l'avait souhaité le général de Gaulle pour l'Alliance atlantique) ou *a fortiori* de garant unique. Or, jusqu'à preuve du contraire, une telle conception est utopique hors des cas imposés par la technique (contrôle aérien par exemple), pour les mêmes raisons que la paix par le droit. Si l'UE devient un jour indépendante des États-Unis – ce qui n'est pas pour demain –, la question du leadership en Europe se posera inéluctablement et n'ira pas sans frictions. Doit-on préciser qu'aucune des personnalités américaines dont la voix a pu faire autorité en matière de relations internationales pendant la guerre froide n'a jamais imaginé qu'un système multilatéral pût exister autrement que sous le leadership exclusif des États-Unis ? Je ne reviens pas ici sur les raisons de l'échec du projet de « fin de l'Histoire » à la Fukuyama, après celui de sa version communiste à laquelle, en quelque sorte, il répondait¹.

L'Alliance atlantique, l'OTAN et les Russes

Du point de vue général de l'histoire des relations internationales et de la diplomatie, l'Alliance atlantique aurait dû – ou en tout cas aurait pu – être dissoute après la disparition de la cause qui avait été à son origine : la menace communiste. En 2019 encore, alors que depuis au moins cinq ans les relations avec la Fédération de Russie s'étaient considérablement tendues, principalement autour de l'Ukraine, Emmanuel Macron n'avait pas tort de juger l'OTAN en état de « mort cérébrale ».

1. Sur toutes ces questions, lire T. de Montbrial, *L'Ère des affrontements*, Paris, Dunod, 2025.

Mais il eût été mieux compris s'il avait distingué l'Alliance et l'Organisation. Les Européens pensaient confusément que le maintien du *lien institutionnel* résultant de l'Organisation était une sage mesure de précaution, même en l'absence d'idées claires sur son mode d'emploi. Quant aux États-Unis, l'OTAN leur permettait – et jusqu'à nouvel ordre leur permet toujours – de contrôler l'Europe. À l'époque de la dissolution de l'URSS, Georgy Arbatov, grand expert soviétique des relations entre les deux superpuissances d'alors, qui connaissait fort bien le tout-Washington et un peu les Européens, avait eu cette célèbre formule à l'endroit des Occidentaux : « Nous allons vous faire quelque chose de terrible : nous allons vous priver de votre ennemi. » Arbatov et ses amis ont en effet, certes sans le vouloir, supprimé notre ennemi. Et pour autant nous n'avons pas supprimé l'OTAN, pour les raisons dites. Nous l'avons même utilisée pour offrir aux Russes une forme d'association, certes en tant que *junior partners* – un rôle qui leur convient mal.

Surtout, dès les années 1990, toujours sous le règne de Boris Eltsine, nous avons décidé d'étendre l'Organisation aux pays baltes et à d'anciens pays du Pacte de Varsovie, en dépit des mises en garde répétées de Boris Eltsine lui-même et de personnalités russes aussi avisées et prudentes qu'Evgueni Primakov. Mais la Russie n'avait plus la puissance nécessaire pour contrecarrer les projets de l'OTAN. Tout cela en un temps où peu avaient entendu le nom de Vladimir Poutine hors de Saint-Petersbourg. En mettant en selle cet ancien officier du KGB (Comité pour la sûreté de l'État), le premier président de la Fédération de Russie choisissait son dauphin en connaissance de cause, certes pour en faire le protecteur de sa « famille » et de ses biens mal acquis, mais surtout comme l'homme fort que la population attendait après une décennie de chaos. Avec Poutine, les Occidentaux ont bientôt retrouvé leur ennemi, les Européens faisant leur, hors de toute approche historique ou stratégique globale, l'aspiration de certaines ex-républiques soviétiques à se débarrasser une fois pour toutes de l'ours russe. Réciproquement, après avoir repris quelque force, la Russie reconstituait progressivement l'ennemi nécessaire à la restauration d'un État puissant.

Avec Poutine,
les Occidentaux
ont bientôt retrouvé
leur ennemi

Un retour aux réflexes anciens

Il me faut dès lors préciser pourquoi je ne saurais souscrire à l'expression de Gideon Rachman lorsqu'il parle de « puissances révisionnistes » que seraient les États-Unis, la Russie et la Chine. Il n'existe plus d'ordre international depuis un tiers de siècle, mais ce n'est pas tout. En 1990-1991, la montée de la Chine, à partir de la mort de Mao Zedong et de la victoire des réformateurs fin 1970 n'en était qu'à ses balbutiements, et nul n'imaginait que l'empire du Milieu acquerrait aussi rapidement la maîtrise des plus hautes technologies, au point de menacer la primauté des États-Unis. Quant à l'Inde, elle n'avait pas même commencé ses réformes. S'agissant du système onusien et du multilatéralisme, les Chinois étaient, et sont encore, trop intelligents pour réclamer autre chose qu'une représentation conforme à leur poids. Et quant aux revendications sur Taïwan, elles remontent à 1949, fondées sur des arguments historiques, géographiques et juridiques, auxquels s'oppose une vision occidentale plus idéologique que juridique du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La politique, c'est autre chose que le droit...

Le terme de révisionnisme est-il plus approprié pour la Russie ? L'Union soviétique – ou pour être précis, l'empire russe – s'est effondrée comme une tour de Pise qui n'aurait pas été consolidée. Ceux qui regrettent que l'Ukraine indépendante n'ait pas conservé « ses » armes nucléaires ne sont jamais sérieusement entrés dans le dossier. Et que dire de ceux qui, par principe, ont refusé d'admettre que les frontières de 1991 posaient un sérieux problème de minorités et de sécurité du point de vue des Russes, avec ou sans Poutine ?

S'agissant des États-Unis, la terminologie de Gideon Rachman est encore plus surprenante. Je n'entrerai ici ni dans les réalités peu vertueuses de la construction territoriale des États-Unis, ni dans les réalités géopolitiques ou géostratégiques qui en ont résulté. Pas plus que dans les variations de la politique étrangère américaine. Gardons cependant les pieds sur terre. La solidité du lien transatlantique durant les quatre décennies qui ont séparé la création de l'OTAN de la chute de

La solidité du lien transatlantique est une singularité dans l'histoire des États-Unis

l'Union soviétique est une singularité dans l'histoire des États-Unis, qu'explique une conception bien comprise des Américains de leur propre intérêt. On ne doit pas exagérer le rôle des sentiments dans le domaine des relations internationales, fût-il le mieux convoqué dans les discours ou dans les récits. Trump est détesté par la presse et les

milieux intellectuels aux États-Unis et en Europe, mais sa victoire démocratique de novembre 2024 contre Kamala Harris n'a pu être contestée par personne. Dans ce qu'il a entrepris depuis son installation, il n'a vraiment pris personne par surprise. On peut le détester, mais sa vision dans le domaine des relations internationales doit être prise au sérieux. Je n'y vois en tout cas pas la marque d'un quelconque révisionnisme, sinon dans le sens d'une volonté d'en revenir aux fondements même des États-Unis, selon une interprétation à laquelle, pour l'heure, la majorité électorale américaine semble adhérer. Le slogan *Make America Great Again* est effectivement aux antipodes du wilsonisme ou de la tradition démocrate fondée sur une conception du progrès proche de la tradition européenne. Mais l'ancien et le nouveau continent ne sont plus soudés depuis longtemps (d'ailleurs, l'ont-ils jamais été ?), n'en déplaise à ceux qui gardent la nostalgie de l'ère Kennedy. Trump a le don de l'empathie, et si sa réflexion sur le système international n'est pas celle d'un professeur de Harvard, elle n'en a pas moins une certaine cohérence que l'on doit tenter de cerner derrière son langage dérangent. Gideon Rachman voit juste quand il écrit : « Ce sont les idées de Trump qui pourraient avoir les conséquences les plus marquantes. »

La vision internationale de Trump

À la racine de la vision de Trump : sa conviction, largement partagée par ses compatriotes, que l'Amérique a vocation à rester la principale puissance de la planète. Mais il croit que l'objectif doit être atteint par le *hard* et non par le *soft power*, dont il n'a cure. D'où l'impératif de la supériorité absolue en matière technologique, et donc d'abord numérique : accès aux *big data* et capacité de les traiter (ordinateurs quantiques par exemple), sans partage. D'où, aussi, la volonté de domination dans le secteur de l'énergie, d'autant que l'Intelligence artificielle (IA) est très énergivore. Dans le même esprit, Trump entend que les Européens, s'ils espèrent continuer à bénéficier de la protection américaine,

accroissent leur dépendance dans ces deux domaines vis-à-vis des États-Unis, une tendance déjà largement amorcée pour l'énergie, grâce si l'on peut dire à la guerre d'Ukraine. De nos jours, il est impossible de parler d'énergie sans y associer aussitôt le changement climatique. Sauf pour Trump, qui ne paraît pas convaincu de l'existence d'un réchauffement anthropique. Surtout, il partage la vision optimiste selon laquelle c'est la technologie qui permettra de surmonter les inconvénients du réchauffement, de même qu'il a soutenu (avec succès) la recherche d'un vaccin contre le Covid-19.

Une supériorité militaire

Pour rester globalement numéro un, l'Amérique doit en particulier le demeurer en matière militaire, c'est-à-dire rester plus forte que la totalité du reste du monde, sur terre, sur mer, dans les airs et de plus en plus dans l'espace. En cela, Trump n'est pas original : leur haute ambition en stratégie des moyens est un invariant de la grande stratégie des États-Unis, alors que, comme je l'ai déjà dit, leur politique étrangère a fluctué dans le temps selon les circonstances, le parti et naturellement les personnalités au pouvoir². La conception extrême de la puissance selon Trump implique la maîtrise concrète de l'accès aux ressources naturelles traditionnelles, mais aussi aux terres rares, qu'exige le développement des technologies modernes, notamment numériques. Historiquement, l'accès aux ressources est une constante des stratégies impériales, avec des implications en termes de domination territoriale, et un accent sur la puissance navale. On le voit actuellement avec la Chine. On n'est pas obligé de prendre à la lettre les propos du 45-47^e président quand il parle d'acheter le Groenland ou d'annexer le Canada (c'est surtout l'Alberta qui l'intéresse). Plus facilement accessible sans doute est son objectif sur le canal de Panama. Trump parle *cash* et ne s'embarrasse pas des règles du langage diplomatique, ni même des conventions de la simple courtoisie. Il est davantage un transgresseur tous azimuts qu'un « révisionniste » et, dans toute affaire privée ou publique, commence par donner un grand coup sur la table pour s'assurer d'un minimum de résultat.

Objectif zéro immigration

Pour Trump, l'objectif de la puissance maximale passe encore par la maîtrise complète du territoire national et donc par le rejet sans appel de l'immigration illégale, au mépris des arguments moraux que défendent traditionnellement les démocrates et quelques républicains. Certains comme son ex-ami Elon Musk plaident en faveur d'une immigration de qualité : la Silicon Valley bénéficie du *brain drain* chez les autres. Mais le mode opératoire habituel de l'hôte de la Maison-Blanche l'a conduit à fermer tous les robinets de l'immigration dans un premier temps, quitte sans doute à procéder à des ajustements ultérieurs. Il a tordu le bras de ses voisins immédiats (Mexique, Canada) – et pas seulement –, et moins de six mois après son inauguration se targue d'avoir atteint son objectif : zéro immigration.

2. T. de Montbrial, *Vivre le temps des troubles*, Paris, Albin Michel, 2017.

L'arme économique

En pratique, les grands objectifs de Trump sont économiques. Pour les atteindre, il ne recule jamais devant l'abus de position dominante. Il n'aime pas la violence des armes létales (la vraie guerre) mais pratique sans vergogne la violence économique (la guerre économique). Là encore, on aurait tort de l'accuser de révisionnisme, car la tendance à la distorsion des politiques de la concurrence ou à la *weaponization* de l'économie américaine ne date pas d'hier, notamment à travers ce qu'on appelle plus ou moins justement l'extraterritorialité du droit américain. Mais aussi, de plus en plus, à travers la pratique des sanctions. Les Européens ont d'ailleurs fini par suivre l'exemple américain sur ce point comme on l'a vu à l'occasion de la guerre d'Ukraine, quitte à renforcer sans doute pour longtemps leur subordination aux États-Unis.

Ce qui est le plus original avec Trump, c'est le retour de la guerre commerciale à l'ancienne, à laquelle nul n'avait osé recourir depuis l'entre-deux-guerres et la Grande Dépression. Pendant presque un siècle, dans les pays occidentaux, les étudiants en économie internationale ont été formés (ou déformés ?) par la doctrine du libre-échange. La théorie sous-jacente repose sur l'hypothèse de l'immobilité des facteurs de production et enseigne que, pourvu qu'il se déploie dans un cadre institutionnel approprié (disons pour faire court, celui de l'Organisation mondiale du commerce, OMC), le libre-échange est le meilleur des régimes commerciaux possibles, en ce sens particulier qu'il permet la production maximale de richesses pour des quantités de facteurs de productions données. Même dans ce cadre très

**L'illibéralisme
de Donald Trump
prolonge et renforce
celui de Joe Biden**

restrictif, subsiste néanmoins un problème de redistribution. Or l'interprétation de la doctrine du libre-échange devient encore plus discutable quand on introduit la mobilité du capital, c'est-à-dire les investissements directs qui, *a priori*, favorisent les plus forts. Je rappelle au passage que dans les années 1960 et 1970 encore, alors que l'école libé-

rale principalement anglo-saxonne marquait des points, la théorie néo-marxiste de l'impérialisme n'énonçait pas que des bêtises. C'est l'expérience de la période d'une vingtaine d'années de la mondialisation libérale et de la fin du Tiers-monde au profit de ce qu'on appelle désormais le « Sud global », qui a renversé les perspectives, et finalement créé un terrain propice au trumpisme économique.

En vérité, l'illibéralisme de Donald Trump prolonge et renforce celui de Joe Biden avec l'*Inflation Reduction Act* (16 août 2022), déjà contraire aux règles de l'OMC. En prenant connaissance de son barème extravagant de hausses des tarifs douaniers, présenté évidemment de façon théâtrale, une partie du monde a tressailli. N'allait-on pas s'enfoncer dans une gigantesque stagflation, dont les États-Unis eux-mêmes subiraient les conséquences ? Trump serait-il le seul à ne pas s'en rendre compte ? Sans doute est-il vrai que, pour tenir dans la durée, les hommes politiques doivent posséder l'art d'impressionner les foules. Trump est maître en la matière. En l'occurrence, loin d'expliquer en quoi sa politique économique visait à renforcer l'État américain aux dépens du reste du monde, et certainement aussi de nombre de ses compatriotes, il n'a cessé de proclamer que les États-Unis étaient exploités par tous les autres : leurs alliés leur sucent le sang, les investisseurs à court terme en quête de sécurité pour leurs disponibilités provoquent une surévaluation du dollar, les Chinois et autres Asiatiques pratiquent le *dumping*,

etc. En termes concrets, le but de Trump est d'attirer des investissements directs sur le territoire national (ce qu'à son échelle fait la France), d'accroître les exportations et de diminuer les importations en espérant que les termes de l'échange permettront une réduction du déficit commercial. L'hypothèse la plus vraisemblable, au moment où j'écris, est qu'il obtiendra des résultats, car dans ce combat contre des adversaires qui jouent chacun pour soi, il est en position de force.

À l'échelle macroéconomique

Reste la question macroéconomique : pourquoi le déficit structurel de la balance des paiements courants des États-Unis, jadis considérée comme un avantage léonin pour ce pays (le général de Gaulle parlait du « privilège exorbitant du dollar » qui permettait à la puissance dominante d'investir, en France par exemple, non en épargnant mais en imprimant de la monnaie), serait-il devenu une faiblesse ? La réponse tient à ce que les détenteurs de disponibilités à court terme ont aujourd'hui un choix plus large pour leurs placements, en dehors même des États-Unis, ce qui peut rendre la dette américaine plus difficile à refinancer. À l'échelle de l'année 2024-2025, Trump va dans le sens d'un accroissement massif des déficits avec son *One Big Beautiful Bill Act* signé en grande pompe dans les jardins de la Maison-Blanche le jour de la fête nationale. C'est qu'il voit ce budget comme un investissement dans le sens du slogan *Make America Great Again*. Sur ce point comme sur d'autres, il ne fait pas consensus dans son propre camp : le *One Big Beautiful Bill Act* est l'un des motifs de sa rupture avec cet autre personnage génial et excentrique, Elon Musk.

Sur le long terme, la question posée est celle de l'avenir du dollar comme unique monnaie de réserve internationale. Il faut rappeler qu'entre les deux guerres mondiales, la guerre commerciale s'est trouvée intriquée avec la guerre monétaire entre le dollar (monnaie de la puissance montante) et la livre sterling (monnaie de la puissance déclinante). La suspension de la convertibilité, puis la dévalorisation, du sterling fin septembre 1931 reste l'un des principaux événements internationaux de la période et une cause partielle mais majeure du drame économique de l'époque.

La rivalité entre les États-Unis et la Chine

Au faite de la mondialisation et à la veille de l'entrée de la Chine dans l'OMC, les Américains avaient déjà commencé à s'inquiéter sérieusement de l'ascension de l'empire du Milieu. Plus clairement encore, on peut dire aujourd'hui que les Occidentaux en général n'avaient pas imaginé qu'une autre civilisation pût atteindre voire dépasser la leur aussi rapidement, tant sur le plan technologique que scientifique. Au moment de son inauguration en janvier 2001, George W. Bush avait été averti par la Central Intelligence Agency (CIA) que la Chine faisait peser une menace réelle sur les États-Unis : il était urgent de s'en occuper. Le 11 septembre 2001 a dérouté la trajectoire du 43^e président et, tout au long du premier quart du XXI^e siècle, les Américains ont hésité entre la perspective d'une confrontation entre les deux nouvelles superpuissances au nom de la fatalité du « piège de Thucydide³ », et celle des avantages d'une saine concurrence dans le cadre de règles du jeu – mais lesquelles ?

3. G. Allison, *Destined for War: Can America and China Escape Thucydide's Trap?*, Boston, Houghton Mifflin Harcourt, 2017.

Le piège de Kindleberger

Cette seconde perspective était critiquée d'avance à l'extérieur sous le nom de *condominium*, comme l'entente américano-soviétique dénoncée également par anticipation au début des années 1970 (ère de la détente), surtout par les Européens. Le professeur de Harvard récemment décédé, Joseph Nye⁴, représentant le plus éminent de l'approche libérale de la politique étrangère américaine de son temps et qui a exercé des responsabilités importantes dans plusieurs administrations démocrates, ne croyait pas à la fatalité d'une guerre directe entre les États-Unis et la Chine. Il redoutait plutôt ce qu'il appelait le « piège de Kindleberger », en référence à l'économiste Charles Kindleberger, bien connu pour ses études sur l'histoire économique de l'entre-deux-guerres. Pour Joseph Nye, le risque principal résidait dans les conséquences indirectes d'un dérèglement de la gouvernance économique internationale. Un dérèglement dans lequel le monde est effectivement engagé, et à l'aggravation duquel Donald Trump est en train de contribuer.

Si l'on prend quelque hauteur, on observe que tout se passe à l'échelle historique comme si les deux géants de la planète prenaient leur temps pour s'observer et se sentir. Ils éprouvent l'un vis-à-vis de l'autre des sentiments mélangés d'admiration et de crainte. L'un avec sa continuité entre deux et cinq fois millénaire ; l'autre, en raison d'un mélange historique unique de *hard* et de *soft power* (j'utilise les termes popularisés par Joseph Nye), qui continue encore, en dépit des vicissitudes immédiates, à fasciner le monde. Aucun des deux ne prétend convertir l'autre. Et les deux ne manquent pas de faiblesses structurelles.

Pour la Chine, on pense évidemment à la démographie, ou à l'avenir d'un système politique que beaucoup croient incompatible avec un succès économique et technologique prolongé. Quant aux États-Unis, ils sont le théâtre de clivages sociétaux sans précédent, qui pourraient tôt ou tard fracturer un pays dont l'unité est jusqu'ici restée inébranlable. Stanley Hoffmann disait qu'un seul mot suffisait pour caractériser l'identité américaine : *la Constitution*. On se souvient par exemple des conditions dans lesquelles George W. Bush a été élu pour son premier mandat fin 2000 face à Al Gore, alors que le verdict dépendait des résultats contestés de la Floride et que le candidat démocrate était nettement gagnant en termes de « votes populaires ». La décision finale a résulté d'un arrêt de la Cour suprême à une voix de majorité, et elle n'a pas été contestée par les citoyens américains, pour qui la règle du jeu définie dans la Constitution a un caractère sacré, quasi totémique. Avant le 5 novembre 2024, alors que les sondages étaient indécis, on s'interrogeait avec inquiétude sur le jour d'après, au cas où l'on se serait trouvé dans une situation comparable à l'élection de l'an 2000. Le destin a épargné à l'Amérique cette épreuve, mais nul ne peut aujourd'hui exclure l'hypothèse d'une situation où une partie de l'opinion s'opposerait violemment à un arrêt de la Cour suprême. Ce serait, pour les États-Unis, un tremblement de terre politique.

Une rivalité prudente

Point n'est besoin de jouer au voyant pour comprendre que des deux côtés la relation sino-américaine reste dominée par la prudence, aussi bien dans le domaine

4. J. Nye, *A Life in the American Century*, New York, Polity Press, 2024.

économique et technologique que dans les affaires politiques, principalement la question de Taïwan.

Sur le premier point, particulièrement sur le plan commercial, même si Donald Trump joue avec le feu, les deux parties semblent conscientes du piège de Kindleberger, et leur dépendance mutuelle pour certaines ressources naturelles cruciales favorise logiquement la recherche de compromis. Du point de vue global, la conjonction des leaderships à Pékin et à Washington devrait contribuer à éloigner le risque d'une guerre prochaine. On sait que, dans la culture chinoise, symbolisée par *L'Art de la guerre* de Sun Zu (plus souvent cité que lu), ou par le jeu de go, le *nec plus ultra* en matière stratégique est de gagner sans combattre.

Cette idée va bien au-delà du *si vis pacem, para bellum*, ou du concept de dissuasion. L'approche chinoise implique un sens du *kairos*, du moment opportun, encore plus développé que dans la stratégie classique.

La conjonction des leaderships à Pékin et à Washington devrait contribuer à éloigner le risque d'une guerre prochaine

Or il se trouve que, dans la conjoncture actuelle, contrairement donc aux précédents démocrates ou néo-conservateurs, les États-Unis ont un chef qui ne joue pas avec la guerre réelle, préférant la guerre économique. Certains voient la réticence de Trump devant la guerre comme une faiblesse, qui pourrait pousser Pékin à s'éloigner de sa prudence structurelle. D'autres objectent que l'hôte de la Maison-Blanche y a pensé en décidant de bombarder les principaux sites nucléaires iraniens. Mais il est vrai que, quels que soient les principes des uns ou des autres, lorsqu'une guerre a commencé quelque part, tout peut se produire. À ses débuts, la République populaire de Chine a mené une guerre féroce en Corée, et nul ne peut prédire ce que ferait Trump dans le cas où la Chine attaquerait directement Taïwan. Il n'en sait sans doute rien lui-même.

La guerre russo-ukrainienne

Les années passant, la lassitude des Américains pour la guerre d'Ukraine a fini par l'emporter sur les questions de principe. Avec le temps, le poids relatif des valeurs diminue par rapport aux autres composantes de l'agrégat des intérêts. Cette tendance inéluctable était déjà perceptible à la fin de l'administration de Joe Biden. On ne doit jamais oublier que, du point de vue européen, celui-ci restera surtout comme le dernier président américain dont la pensée géopolitique aura été façonnée par les schémas de la guerre froide, dont les deux plus illustres penseurs et acteurs aux États-Unis furent d'origine européenne : l'Allemand Henry Kissinger et le Polonais Zbigniew Brzezinski. Après la chute de l'Union soviétique, c'est l'idéologie du second, clairement exposée dans *Le Grand Échiquier*⁵, qui a prévalu aux États-Unis, d'autant plus qu'elle se trouvait soutenue par les diasporas d'Europe centrale et orientale et leurs relais. Au début de la guerre d'Ukraine en février 2022, Brzezinski était mort depuis quatre ans, et l'on sait qu'à la fin de sa vie, il avait significativement arrondi son discours : peut-être avait-il craint d'être un jour accusé d'avoir joué à l'apprenti sorcier.

5. Z. Brzezinski, *Le Grand Échiquier. L'Amérique et le reste du monde*, Paris, Bayard, 1997.

Décisions et liberté d'action

Le recul de Trump par rapport à l'Ukraine et aux marches de la Fédération de Russie s'inscrit dans une tendance d'ensemble aux États-Unis, où ces questions sont en train de migrer vers la périphérie du spectre de la vision géopolitique. Assurément, la Russie reste davantage que la « puissance régionale » à laquelle fort maladroitement Barack Obama avait voulu l'identifier, mais plus au point de menacer structurellement les intérêts fondamentaux de l'Amérique. En raison de sa personnalité, de son histoire personnelle et de ses centres d'intérêt, Donald Trump ne réagit pas comme les *White Anglo Saxon Protestants* (WASP) d'hier. Son milieu d'origine le rapproche des commerçants qui demandent d'autant moins des certificats de vertu à leurs clients qu'ils ne sauraient en produire pour eux-mêmes – sauf des faux. Chez les leaders de toute nature, il apprécie ceux qui

Des rapports dominés
par la puissance
économique
et technologique

sont capables de décider par eux-mêmes et de faire exécuter leurs décisions. Dans le monde d'aujourd'hui, il voit, comme à vrai dire de plus en plus d'autres unités politiques, des rapports dominés par la puissance économique et technologique, et structurés par la capacité de décider. Pour lui, la guerre russo-ukrainienne n'aurait jamais dû avoir lieu, et il a raison. Là où il avait tort, c'est quand il

croyait pouvoir la terminer par un claquement de doigts, Poutine et Zelensky, chacun dans son genre, gardant suffisamment de liberté d'action pour n'être pas contraints d'obtempérer immédiatement. Cette résilience irrite Trump, ce qui accroît son imprévisibilité et donc les risques de bifurcations.

En quête d'équilibre

Dans ce jeu à trois, l'essentiel se décidera entre Poutine et Trump. Le président russe prolonge les hostilités pour obtenir de meilleures conditions sur le terrain quand viendra le moment du cessez-le-feu. Le président américain peut faire pression sur l'hôte du Kremlin en armant Kiev et, comme il est malin, il entend que ce soit aux frais des Européens, puisqu'ils soutiennent que le sort de l'Ukraine est un intérêt vital pour eux... La question étant : quand sera atteint le point d'équilibre ? Après la neutralisation et sans doute une partition de fait de l'Ukraine, s'ouvrira le temps d'une négociation globale sur une nouvelle architecture de sécurité européenne. C'est alors que les questions relatives à la sécurité de l'OTAN dans sa nouvelle composition et à celle la Fédération de Russie, ainsi qu'à la redéfinition des relations économiques entre la Russie et les pays occidentaux, y compris et peut-être surtout avec les États-Unis, devront être traitées. Tout cela nous conduira vraisemblablement au-delà des mandats *a priori* non renouvelables de Donald Trump aux États-Unis et Emmanuel Macron en France. On entamera alors, dans un contexte profondément différent, le travail qui aurait pu être accompli à la fin du siècle dernier dans des conditions infiniment moins douloureuses. Une des grandes inconnues étant : dans quel état sera alors l'économie de l'UE, et particulièrement celle de la France qui ne semble disposée aux réformes qu'en matière militaire, et encore à la condition que le pouvoir d'achat des Français n'en souffre pas ?

La société américaine

Tous ceux qui suivent de près la politique et la société américaines savent combien cette dernière est profondément divisée depuis des décennies, à l'intérieur même des deux grands partis traditionnels. En 2016, les élites des deux côtés de l'Atlantique n'avaient pas cru possible l'élection de Trump. Lui-même avait été surpris par son succès. Son échec quatre ans plus tard avait provoqué des manifestations préoccupantes pour la démocratie américaine. En 2024, la majorité des « progressistes » de toute tendance ont voulu une fois encore croire à la victoire d'un candidat puis d'une candidate démocrates, ni l'un ni l'autre à la hauteur des circonstances, tant ils se trouvaient épouvantés à la perspective du retour du milliardaire. La véritable surprise n'a pas été la réélection dudit milliardaire, malgré les erreurs des sondages, mais que sa victoire fût d'une telle ampleur après une campagne électorale où tous les coups avaient été donnés, avec même une mystérieuse tentative d'assassinat dans laquelle la responsabilité du Federal Bureau of Investigation (FBI) semble engagée. Plutôt que de se perdre dans les polémiques, ne vaut-il pas la peine de s'intéresser un minimum sur les thèmes sociétaux du président légitimement élu ?

Populisme et valeurs traditionnelles américaines

Donald Trump n'aurait jamais été élu, et encore moins réélu, si une importante partie de la société américaine n'était pas convaincue que le pays était en train de perdre le sens de ses valeurs fondamentales. En réfléchissant à ces questions, il faut faire la part des choses et distinguer le style populiste de Trump du véritable contenu des idées qu'il exprime. Certaines plongent leurs racines dans des réalités anthropologiques profondes et à ce titre n'intéressent pas seulement les Américains, comme l'affirmation selon laquelle il n'y a que deux sexes d'où, par extension, un rejet sans nuances des théories du genre. Le trumpisme en vient par suite à rejeter brutalement le *wokisme*, dans lequel on peut voir une vaste généralisation à tous les problèmes identitaires de l'approche du genre comme construction sociale. En tant que doctrine, si l'on peut dire, le trumpisme est radicalement anti-intellectuel, et en cela il est en accord avec une face importante de la société américaine qui n'a pas son équivalent dans la société française par exemple. Ce qui explique la violence de sa critique des universités, comparable à son rejet grossier des institutions multilatérales en matière de relations internationales. Dans les deux cas, la violence se traduit par la suppression des crédits dépendant du pouvoir exécutif. Comme il a toujours existé une minorité d'universitaires qui ne font pas clairement la distinction entre l'idéologie et la science, Trump est prompt à confondre les deux et à dégainer contre le tout.

Quoi qu'il pense vraiment au fond, l'important est de comprendre qu'il ne s'exprime pas en penseur mais en politique, comme sur l'immigration, et c'est sous cet angle qu'il faut analyser son action. Or l'Histoire fonctionne pour beaucoup selon le principe de l'action et de la réaction, et ce qu'à un endroit et à un moment donnés on appelle *valeurs* ne constitue pas nécessairement un invariant. Aux États-Unis, nombre de républicains ne soutiennent Trump qu'à reculons, et seulement parce qu'il est à leurs yeux le seul homme politique actuellement

capable de lutter notamment contre les excès du *wokisme*, dans lequel beaucoup voient une marque de décadence – non seulement aux États-Unis mais dans le monde occidental en général. Aux États-Unis, bien des conservateurs dont les idées politiques oscillent autour du « centre » préféreraient un « recentrage » sur les « valeurs traditionnelles » et, pour eux, le report sur le populisme n'est qu'une solution provisoire par défaut.

La Conférence sur la sécurité de Munich 2025

Ces remarques m'incitent à m'arrêter sur le discours du vice-président James D. Vance à la Conférence sur la sécurité de Munich le 14 février 2025, qui a provoqué un choc violent en Europe. Cette conférence a une longue histoire, et sa réunion annuelle est normalement l'occasion de célébrer devant témoins l'OTAN, présentée comme une union autour de « valeurs communes » qu'il convient de défendre collectivement. Le cœur de ces valeurs communes est la démocratie. Ainsi prétend-on se placer au-dessus de la géopolitique. Les grands prêtres de Munich mettent ainsi en scène leur détermination à assurer la victoire du Bien contre le Mal.

**Le populisme n'est
qu'une solution
provisoire par défaut**

Cette année 2025, le premier des grands prêtres devait être J. D. Vance, conservateur de la nouvelle génération, un peu plus policé mais peut-être encore plus radical que Trump.

Les fidèles du Vieux Continent, entassés dans le grand salon du Bayerischer Hof, savaient que la messe ne serait pas habituelle, mais ils ne s'attendaient pas à ce que le principal officiant s'en prenne au cœur du lien transatlantique, proclamant dès le début de son discours :

« Ce qui me préoccupe, c'est la menace de l'intérieur, l'abandon par l'Europe de quelques-unes de ses valeurs les plus fondamentales, valeurs partagées avec les États-Unis d'Amérique. »

Arrivant en Allemagne, il n'avait pas hésité à affirmer son soutien au parti réputé d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD). Là, dans le temple, voilà qu'il fustigeait dans la même foulée la remise en cause des libertés religieuses au Royaume-Uni, l'annulation de l'élection présidentielle en Roumanie (décembre 2024) au prétexte d'une désinformation par la Russie (« Mais si votre démocratie peut être détruite par quelques centaines de milliers de dollars de propagande digitale venue d'un pays étranger, c'est que d'abord elle n'était pas bien forte »), ou encore l'incapacité des dirigeants européens à résoudre le problème existentiel des migrations illégales selon le désir de leurs populations. Le message de J. D. Vance aux Européens était on ne peut plus clair : l'OTAN n'a plus de raison d'être si vous n'arrêtez pas d'entraver la liberté, y compris celle de la presse (dont les médias sociaux), en empêchant les partis qui déplaisent à l'*establishment* d'arriver au pouvoir quand c'est la volonté populaire. En termes explicites :

« Vous avez besoin de mandats démocratiques pour décider de choses positives dans les années à venir [...et] vous ne pouvez pas être élus démocratiquement en censurant vos opposants. »

Pour enfoncer le clou, ajoutons un dernier extrait de ce discours très inhabituel :

« Je crois fermement que nous ne devons pas nous effrayer du futur. Vous devez écouter ce que le peuple vous dit, même si c'est surprenant, même si vous le désapprouvez. [...] Croire en la démocratie, c'est comprendre que chaque citoyen a sa sagesse, et une voix. »

En somme, le vice-président, et peut-être futur président, des États-Unis accuse les Européens de tricher avec la démocratie pour barrer la route à ce que nous appelons l'extrême droite, et l'empêcher de mener ses expériences. C'est un peu la réponse du berger à la bergère, dans la mesure où, de ce côté de l'Atlantique, nous sommes prompts à accuser « le milliardaire » de tricher avec la justice de son pays, et même à le soupçonner d'intentions fascistes. Peut-être Vance ignore-t-il que les Européens sont encore traumatisés par leur histoire du ^{xx}e siècle, qui a vu Hitler et les communistes parvenir au pouvoir en manipulant les règles de la démocratie. Certains, aujourd'hui, rêveraient de faire du *party change* préventif comme les néo-conservateurs américains faisaient hier des guerres préventives pour le *regime change* ou le *nation building*.

Ce qui semble vrai, c'est que partout dans le monde occidental la démocratie est en crise, et qu'elle n'en sortira pas tant que les majorités ordinaires auront le sentiment que leurs souhaits ne sont pas pris en compte. On ne pourra dresser un premier bilan de la seconde administration Trump qu'à l'approche des *midterm elections*. Armé d'un égo à nul autre semblable, le 45-47^e président a donné un formidable coup de pied dans la fourmilière, sans chercher à analyser les conséquences de son geste. De toutes les idées qui circulent actuellement, ce sont bien celles de Trump qui pourraient entraîner les conséquences les plus étendues, disons symboliquement pour la prochaine décennie.

Partout dans
le monde occidental
la démocratie est
en crise

Une crise de(s) civilisation(s) ?

On s'inquiète de la *crise de la démocratie* dans le monde occidental – thème amplement discuté, notamment en France. Ne faut-il pas plus fondamentalement parler d'une *crise de civilisation* ? La cause première en serait l'emballement de la révolution numérique, dont les débuts remontent au milieu du siècle précédent. Elle se manifeste sans répit par une suite de vagues de plus en plus hautes, chacune bouleversant tous les aspects des rapports humains, individuels ou collectifs, alors que les précédentes n'ont pas épuisé leurs effets. Les effets de masse rendus possibles par cette révolution continue, traitée politiquement selon une tradition démocratique dans des pays occidentaux ancrés dans l'expérience d'un passé profondément différent et dont la mémoire se perd, ont déjà abouti à la dégradation de la valeur de la science, plus généralement du savoir, et bien sûr de la tradition. Donc à un aplatissement des élites. Le principe *une personne, un vote* tend à s'étendre désormais sans discernement à tous les champs décisionnels, même les plus complexes, avec de moins en moins d'égard pour la compétence, même au sens large. L'affaîssement de l'éducation, de l'enseignement et de la mémoire va de pair avec la fragmentation des sociétés, la montée des incivilités et de la violence. À partir des idéaux conjoints de la société ouverte – chère à Karl Popper –

et de la liberté, rendus accessibles grâce au progrès scientifique et technologique surtout depuis le xvi^e siècle, les Européens d'abord, puis les Occidentaux ensuite, ne sont-ils pas en train d'approcher de limites au-delà desquelles des évolutions chaotiques deviendraient possibles sinon probables ?

Une spécificité russe

Ces *Perspectives* sont centrées sur les relations internationales et j'ajouterai seulement une observation concernant spécifiquement les Russes. S'ils considèrent les Européens comme décadents (pour les Américains, ils restent prudents parce qu'ils sont puissants), ce n'est pas, ou pas principalement, en raison de la propagande du régime de Vladimir Poutine. La société russe est restée fermée au long de son histoire, de sorte qu'elle est mieux placée que les sociétés occidentales pour répondre à la question de son contrôle (au sens politico-cybernétique du terme). Dans son cadre, les institutions les plus anciennes ont un avantage comparatif. On pense bien sûr à l'Église orthodoxe, malgré sa corruption effarante. Quoi qu'il en soit, je crois que la question civilisationnelle doit être explicitement posée.

De par leur nature, les civilisations ne sont pas gouvernables – et *a fortiori* pas réformables – par voie d'autorité. Si nous savons maintenant, depuis Paul Valéry, que les civilisations sont mortelles, nous savons aussi que certaines peuvent survivre en évoluant, continûment du point de vue du temps long, comme la chinoise ou l'indienne. Faut-il aussi rappeler que l'Europe n'a pas commencé au xvi^e siècle ? Ayons au moins l'audace d'affirmer que les « valeurs » de l'OTAN, à supposer qu'on s'entende sur leur contenu au-delà des intérêts bien compris de ses membres, ne se confondent pas avec la fin de l'Histoire avec un grand H. En attendant que les choses se décantent un peu, reconnaissons aussi que, quoi qu'il arrive, le nom de Donald Trump est déjà entré dans l'histoire (avec un petit h).

De la razzia du 7 octobre à la guerre des douze jours

La chaîne d'événements la plus spectaculaire de l'année 2024-2025 s'est manifestée au Moyen-Orient, avec pour cause immédiate la razzia du 7 octobre 2023, qui a traumatisé les Israéliens d'autant plus qu'elle a révélé une faille insoupçonnée dans la mythique protection du pays. Depuis lors, l'État hébreu a poursuivi une répression implacable et sans limites sur la bande de Gaza, quitte à soulever une vague d'indignation, notamment en Europe et aux États-Unis, au profit de la cause palestinienne dont on ne parlait plus guère depuis quelques années hors de cercles limités. La réaction a même pris dans certains pays occidentaux la forme d'un antisémitisme préoccupant. Le 21 novembre 2024, les mandats d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI) contre Benjamin Netanyahu et Yoav Galland, à la suite d'une enquête pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité, ont suscité cette fois la colère des amis d'Israël.

Mais la chaîne d'événements dépasse de toute évidence le théâtre d'opérations de Gaza. Depuis longtemps, l'objectif de l'inoxydable Premier ministre israélien est d'en finir préventivement avec la « menace existentielle » que fait potentiellement peser l'Iran sur son pays, menace dont il sait parler avec conviction comme si elle était immédiate. En même temps, le président du Likoud, qui a déjà totalisé près de vingt ans à la tête du gouvernement, a toujours en vue la réalisation du projet

de « Grand Israël » (lequel implique notamment l'annexion de la Cisjordanie et d'au moins une partie du Golan) et n'a jamais proposé de plan de règlement de la question palestinienne. Avant les élections américaines du 5 novembre, les experts savaient évidemment que, sur le plan militaire, le rapport de force était largement favorable à l'État hébreu. Mais à Washington, l'administration démocrate était opposée à une attaque contre les sites nucléaires les plus durcis de l'Iran : or ses résultats seraient hasardeux sans le soutien effectif de l'aviation américaine et de ses bombes anti-bunker. Netanyahu espérait l'élection de son ami Trump, mais il s'inquiétait aussi de son allergie contre la guerre. D'où le plan, réalisé avec une extraordinaire maestria...

Un plan minutieux

La séquence a commencé à la fin de l'année 2024 avec les assassinats ciblés d'Ismaïl Hanyeh (chef du Hamas), de Hassan Nasrallah (chef du Hezbollah) et de Yahya Sinwar (architecte du pogrom du 7 octobre et successeur de Hanyeh). On se souvient de la surprise provoquée par les explosions de bipeurs et de talkies-walkies au Liban, des atrocités et de la terreur qu'elles suscitèrent. Les formes que revêt la guerre moderne – dont certaines défient le droit international mais c'est là une autre histoire – accordent une place croissante aux opérations spéciales, au renseignement et à l'effet de surprise. En ces circonstances, Israël a démontré une maîtrise qui a en grande partie effacé l'échec du 7 octobre et réhabilité le mythe de l'invincibilité de l'État hébreu. Mais en donnant son feu vert à ces opérations, Netanyahu voyait plus loin. La décapitation du Hamas et du Hezbollah affaiblit aussitôt l'Iran qui, cependant, ne pouvait pas ne pas réagir. S'ensuivirent donc quelques escarmouches, qui ne firent que confirmer les limites des capacités défensives iraniennes, et l'excellence des capacités défensives israéliennes. En même temps, Netanyahu testait Trump, dont les dispositions étaient de toute façon plus favorables que celles de Biden, et Washington, au nom de la sécurité du détroit d'Ormuz, s'occupait de réduire la capacité de nuisance des Houthis, contribuant ainsi à affaiblir encore la position de Téhéran.

La place croissante
des opérations
spéciales,
du renseignement
et de la surprise

Sans doute bien assuré de ses arrières, Netanyahu lança sa guerre préventive, dont on comprit après coup qu'elle avait été minutieusement préparée depuis des années. La séquence commença cette fois encore par des assassinats ciblés, au plus haut de la hiérarchie militaire iranienne, qui ont révélé à quel point les services secrets israéliens avaient réussi à infiltrer le système des mollahs. Elle se poursuivit par des raids aériens sans soutien américain manifeste, sur des cibles accessibles aux seuls moyens israéliens. Parlant de ces moyens, on n'oublie évidemment pas qu'ils sont pour l'essentiel garantis par les Américains, mais dans certaines limites (par exemple à l'exclusion des bombes *GBU-57*). Le succès de ces raids illustre *a posteriori* l'écrasante supériorité aérienne de l'État hébreu, capable d'opérer en toute sécurité à plus de 2 000 kilomètres de ses bases. Il est aussi une démonstration de plus de l'étonnante qualité du renseignement militaire israélien, en l'occurrence pour l'acquisition des cibles. Il manquait à Tsahal les fameuses bombes anti-bunker, seules capables de détruire les installations nucléaires souterraines de Natanz et de Fordo, et les bombardiers *B2* pour les larguer avec précision.

Netanyahou n'était apparemment pas assuré au départ de l'engagement américain. Face aux résultats de ses propres opérations, il a réussi à convaincre Trump d'autoriser une opération à laquelle, en tout cas, l'US Air Force était parfaitement préparée. Celle-ci, également très impressionnante, fut aussi couronnée de succès, même si, malgré les assassinats de nombreux spécialistes, les capacités nucléaires militaires iraniennes n'ont vraisemblablement pas toutes été anéanties. Du point de vue politique, l'ensemble de ces opérations a été largement perçu comme une grande victoire pour Netanyahou, mais aussi pour Trump. Ce dernier, en cela cohérent avec ses idées, exigea un cessez-le-feu et se garda de jouer avec l'idée d'un renversement du régime des mollahs, alors même que l'ayatollah Khamenei était physiquement à la merci des Israéliens. L'assassinat de l'équivalent d'un chef d'État eut été un précédent gravissime. Dans l'ensemble, les principaux États européens eux-mêmes, attentifs par ailleurs à la cause palestinienne, se gardèrent de soulever les questions de droit international posées par cette guerre de douze jours. Le nouveau chancelier allemand Friedrich Merz s'est même laissé aller à se féliciter publiquement de ce que « le sale boulot » ait été fait... En réalité, les Européens ont été complètement marginalisés dans cette affaire, encore plus qu'ils ne le sont sur leur flanc Est, c'est-à-dire pour la guerre d'Ukraine.

Au-delà des campagnes de Netanyahou

L'actualité moyen-orientale de l'année 2024-2025 ne s'est pas limitée aux campagnes de Netanyahou. Dans une de ces révolutions fréquentes à l'échelle du temps long de l'Histoire qui avaient retenu l'attention d'Alexis de Tocqueville, le régime de Bachar Al-Assad dont le père était devenu président de la République arabe syrienne en 1971, s'est effondré en décembre 2024. En quelques jours, Abu Al-Julani, chef du groupe islamiste Hayat Tahrir Al-Cham (HTC) qui contrôlait la région d'Idlib au nord-ouest du pays, s'est emparé du pouvoir à Damas. Sans coup férir. Abu Al-Julani est un nom de combat, qui signifie que le nouvel homme fort se réclame du Golan. Son vrai nom est Ahmed Al-Charaa. À la fin de son règne calamiteux, Bachar s'est enfui piteusement, exfiltré en catimini par la Russie où l'attendait au

Il serait illusoire
de croire à l'avènement
prochain d'un ordre
régional

moins une partie de la fortune amassée par sa famille. Ahmed Al-Charaa est réputé proche de Recep Tayyip Erdoğan. Par contraste avec le dictateur déchu, les Occidentaux verraient bien un sauveur en cet islamiste issu des rangs d'Al-Qaïda. Ses premiers pas dans ses nouveaux costumes – quasiment au sens propre – ont paru plutôt encourageants, et de toute façon les partisans traditionnels de la Syrie n'ont pas vraiment le choix. La seconde branche de l'alternative serait la guerre civile ouverte et le chaos. Les Israéliens, qui connaissent fort bien le pays et ses principales figures, n'ont pas attendu une minute de trop pour y intervenir, en éliminant tout ce qu'ils pouvaient y voir de risque pour leur sécurité.

Un simple coup d'œil sur la mappemonde montre qu'au milieu de l'année 2025, c'est toute la géopolitique du Moyen-Orient qui se trouve à l'épreuve. Il serait illusoire de croire à l'avènement prochain d'un ordre régional alors que, 22 ans après la guerre américaine en Irak, la situation politique y reste toujours très fragile. Ceux qui imaginent qu'un changement de régime en Iran, imposé par une intervention israélo-américaine, résoudrait la question se font des illusions. Ils ignorent

l'histoire de la Perse ou de l'Iran. Ils oublient que l'accès à l'arme nucléaire était un projet du Shah, et que les résultats de la guerre des douze jours n'ont aucune raison d'être salués unanimement par l'opposition. L'esprit de haine et de vengeance continuera de flotter longtemps autour des mouvances du Hamas, du Hezbollah ou des mollahs. Sans parler des Houthis et d'autres forces plus ou moins directement liées à l'islamisme politique. Il ne sera pas facile de faire fructifier les acquis des accords d'Abraham, ni même de les préserver. L'Amérique bien sûr, mais aussi la Turquie, la Russie, ou même la Chine et d'autres, continuent de défendre leurs intérêts, plus ou moins considérables dans cette région. Les Européens auront du mal à y redéfinir leur place, même s'ils finissent par se rendre compte que, collectivement, ils n'ont pas seulement un flanc Est mais aussi un flanc Sud⁶. Décidément, la « fin de l'Histoire » n'est pas en vue, et certainement pas au Moyen-Orient, où la complexité n'a aucunement tendance à diminuer. Plus ça change, et plus c'est la même chose.

En guise de conclusion

Je reviendrai brièvement ici sur le thème de la *crise de civilisation* ; de la civilisation européenne assurément, mais aussi, à des degrés divers de réalité ou de potentialité, des autres civilisations. En fin de compte, il faudrait parler à la fois d'une *crise des civilisations* qui s'accroît à mesure que l'on avance dans le *xxi^e* siècle, et d'un *choc de civilisations* au sens de Huntington. Les deux ont pour origine profonde la révolution numérique et le mouvement des idées qu'elle a permis ou suscité, avec une accélération vertigineuse ces dernières années en raison du grand saut de l'IA.

Partout et toujours, la légitimité des régimes politiques s'est ancrée dans la civilisation au sein de laquelle ils se déployaient, à la fois en profondeur (les monarchies européennes jusqu'au siècle des Lumières par exemple) et à la surface (guerres de Succession dans ce même exemple). Tout discours de légitimité est fondé sur un mythe, et les grands changements de régime (la Révolution française) s'accomplissent lorsque les circonstances rendent possible, ou accélèrent la déconstruction de ce mythe.

Des « règles du jeu » diverses

En simplifiant à l'extrême, on peut dire que les démocraties occidentales contemporaines fonctionnent sur le mythe de la souveraineté du « peuple », matérialisée par la majorité simple dans les élections. Les « règles du jeu » détaillées, consignées dans les Constitutions, varient plus ou moins dans le temps et dans l'espace. Elles sont conservées dans des tabernacles ou des temples symboliques, lesquels ont des corps de vrais ou de faux légistes pour gardiens (sous le nom de Cours constitutionnelles). Dans la réalité concrète de la vie politique, le champ des décisions prises par le souverain ou en son nom a toujours été délimité sous l'effet de contraintes civilisationnelles.

6. Voir T. de Montbrial « Perspectives », in Ramses 2025. *Entre puissances et impuissance*, Paris, Dunod/Ifri, 2024 ; T. de Montbrial, « La politique étrangère de la France : un cap pour les trente prochaines années », *Politique étrangère*, vol. 86, n° 4, Ifri, hiver 2021.

Ainsi, jusqu'à la fin du xx^e siècle, était-ce le cas pour les questions de mœurs, notamment sur le plan sexuel, ou dans un genre différent pour les pratiques alimentaires. L'entrée massive des questions de mœurs dans le champ de la législation dans les démocraties occidentales est un phénomène récent. Ce phénomène a été facilité par le recul spectaculaire du christianisme, qui a ses propres causes, et par la progression d'autres religions porteuses de mœurs à de nombreux égards profondément différentes, comme l'islam. Une progression qui s'explique par l'immigration et un prosélytisme lié au développement de l'islam politique depuis 1979⁷. Ce phénomène global, brutal à l'échelle du temps long, a conduit à un choc de civilisations. Il est à son tour cause d'affaiblissement, voire ferment de destruction, des institutions démocratiques, surtout lorsque les « règles du jeu » ne permettent plus par ailleurs l'exécution satisfaisante des tâches traditionnelles des gouvernements, comme on est obligé de le constater dans des pays comme la France ou la Grande-Bretagne.

En Amérique du Nord, le Canada n'échappe pas à des épreuves similaires. Aux États-Unis, la société a jusqu'ici mieux résisté dans son ensemble, mais il faut comprendre que le camp conservateur est lui-même significativement fracturé. Ainsi la querelle affligeante que Donald Trump et Elon Musk nous ont donnée en spectacle masque-t-elle aussi une opposition plus fondamentale que les différends sur l'immigration ou sur le budget. Les illuminés géniaux de la Silicon Valley, avec leur vision prométhéenne, ne prétendent rien moins qu'à rendre l'homme immortel et à en faire ainsi l'égal de Dieu... ou du diable !

La démocratie n'est pas une affaire de tout ou rien

Trump ou Vance, eux, pensent à leurs électeurs.

Les autres civilisations sont, pour l'heure, moins sujettes à des transformations aussi profondes et déséquilibrées que la civilisation occidentale, même dans des pays qui semblent avoir un potentiel d'évolution vers plus de démocratie. Car la démocratie n'est pas une affaire de tout ou rien. Les grandes traditions religieuses, avec l'énorme capital d'expérience, de sagesse et de spiritualité accumulé dans les siècles ou les millénaires, gardent toute leur importance à l'échelle du monde, et la conserveront d'autant mieux qu'elles sauront adapter la forme de leurs enseignements à l'esprit des temps. De ce point de vue, rien ne permet d'affirmer que le christianisme ne parviendra pas à rebondir.

J'ajouterai un mot à propos d'Israël. Le judaïsme est la seule grande religion qui s'identifie avec un peuple, et dont les membres, même s'ils ne croient pas en Dieu, adhèrent aux livres saints pour définir leur identité, laquelle est ainsi parfaitement déterminée. L'État hébreu, comme démocratie, ne courra pas le risque civilisationnel dont j'ai parlé plus haut, à moins que la partie non juive de sa population finisse par peser trop lourd, ce qui n'est pas aujourd'hui le cas. On l'a bien vu depuis le 7 octobre 2023 : même si les Juifs ne pensent pas tous de la même manière, leur unité en tant que peuple est indestructible. Combien d'autres « peuples » pourraient-ils en dire autant ?

7. T. de Montbrial, *L'Ère des affrontements*, op. cit.

J'ai voulu terminer ces *Perspectives* en les situant dans un cadre dépassant les considérations géopolitiques habituelles. À présent, civilisations et géopolitique me paraissent indissociables. Ne parlons pas de révisionnisme. Beaucoup de « peuples », dont l'identité n'est pas forcément très claire aux yeux des individus qui les composent, comprennent au moins d'instinct que, dans un monde où l'incertitude touche désormais aux questions transcendantes, ils doivent serrer les rangs. L'affirmation des États réellement capables de puissance, et le renforcement de leurs caractères civilisationnels, s'inscrivent dans cette tendance, et ne signifient pas nécessairement une volonté impérialiste d'un autre temps. J'y vois davantage une volonté sécuritaire au sens le plus profond de la protection d'une identité, à laquelle de leur côté les anciennes puissances coloniales européennes, travaillées par un sentiment de culpabilité, semblent de moins en moins attachées, en attendant une possible réaction. Les puissances du ^{xxi}e siècle cherchent à s'affirmer aujourd'hui sur une base identitaire. Dans ce contexte, les Européens n'ont pas vraiment pris la dimension des défis à surmonter et continuent de s'exprimer avec un langage dépassé. Certaines images du sommet de l'OTAN de juin 2025 sont, en ce sens, pitoyables.

Il y aura d'autres guerres dans le monde. Les tâches premières des Européens sont de retrouver le sens de leurs identités nationales, d'effectuer les réformes notamment économiques sans lesquelles la puissance ne peut guère s'affirmer, de redéfinir de façon précise et réaliste la nature, les objectifs mais aussi les limites de leur Union, et donc de s'entendre sur ce qu'on appelle la « défense de l'Europe » (par opposition à l'« Europe de la défense »). Sans naïveté, ils doivent aussi contribuer à la recherche d'un véritable ordre international, qui ne deviendra possible que si les principales puissances du nouveau monde, parmi lesquelles l'Union européenne on veut le croire, acceptent le principe de règles du jeu où chacune, en liaison avec sa proximité, pèsera ce qu'elle représente vraiment.

Thierry de Montbrial

Membre de l'Académie des sciences morales et politiques
Fondateur et Président de l'Institut français des relations internationales
Fondateur et Président de la *World Policy Conference*

14 juillet 2025